

PROGRAMME DE RÉINSTALLATION DE RÉFUGIÉS EN FRANCE 2022

APPEL À PROJETS DE LA RÉGION NORMANDIE

Publié le 1^{er} mars 2022

PRÉALABLE

L'appel à projets est ouvert du 1^{er} mars 2022 au 1^{er} avril 2022 inclus. Toutes les candidatures doivent être adressées à l'adresse suivante :

DREETS Normandie – Pôle entreprises et solidarités
Département insertions sociale et professionnelle
Service Insertion sociale,
hébergement, logement Enquête et Contrôle

A l'attention de Laurence RIQUIER

2, place Jean Nouzille - CS 55427 - 14054 Caen CEDEX 4

Et par voie dématérialisée à l'adresse suivante : dreets-norm.insertion@dreets.gouv.fr

CONTEXTE DE L'APPEL À PROJETS

La République française, représentée par la direction générale des étrangers en France (DGEF), s'est engagée à réinstaller 5 000 réfugiés depuis le Proche-Orient (Liban, Turquie, Jordanie), et depuis l'Afrique (Niger, Tchad, Égypte, Éthiopie, Cameroun et Rwanda) entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2022.

Ainsi, le présent appel à projets vise à assurer l'accueil et l'accompagnement durant un an des personnes retenues dans le cadre du programme 2022 de réinstallation de réfugiés en France.

Le programme de réinstallation s'inscrit dans le cadre de l'objectif spécifique « Solidarité » du règlement européen du Fonds « Asile, migration et intégration » (FAMI)¹ et est intégralement financé par les crédits forfaitaires du FAMI. Pour l'accompagnement des personnes accueillies dans le cadre de ces programmes, l'administration contribue financièrement à ce service d'intérêt économique général sous forme de subvention conformément à la décision C(2011) 9380 de la Commission du 20 décembre 2011.

¹ [Règlement \(UE\) 2021/114 établissant le Fonds « Asile migration et intégration »](#)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME DE RÉINSTALLATION

La réinstallation consiste à accueillir des réfugiés identifiés comme vulnérables et en besoin de protection par le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations-Unies (HCR) dans des pays de premier asile où ils ont trouvé refuge mais où ils ne peuvent rester de manière durable.

La réinstallation des réfugiés est l'une des trois solutions durables prônées par le HCR pour les personnes en besoin de protection. En effet, pour chaque réfugié, le HCR évalue d'abord si un retour volontaire vers le pays d'origine ou une intégration locale dans le pays de premier asile constituent une meilleure option. Si ces options ne sont pas soutenables, le HCR envisage alors la réinstallation vers un autre pays d'accueil.

Dans le cadre de ces programmes, des missions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et des services de sécurité du ministère de l'intérieur sont organisées dans les pays de premier asile pour sélectionner les personnes en besoin de protection qui seront reconnues réfugiées ou protégées subsidiaires à leur arrivée en France. L'OFPRA reçoit en entretien sur place les personnes identifiées par le HCR puis établit une liste de personnes retenues.

Une fois les personnes sélectionnées, la direction générale des étrangers en France (DGEF) organise leur arrivée en France, en lien avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en charge de l'organisation logistique des transferts et le GIP-HIS, qui établit les calendriers d'arrivées. La prise en charge des réfugiés réinstallés à leur arrivée en France est assurée par un opérateur qui organise l'accès au logement et un accompagnement global pendant 12 mois. Dès leur arrivée, toutes ces personnes sont immédiatement bénéficiaires de la protection internationale. L'OFPRA leur remet ainsi la décision de protection, sans qu'il y ait besoin de passer par un guichet unique pour demandeurs d'asile.

À la fin de l'année 2020, la France était le 6^{ème} pays de réinstallation au niveau mondial, et le 4^{ème} en Europe derrière la Suède, la Norvège et l'Allemagne.

OBJECTIFS

En 2022, la région Normandie s'est vu attribuer un objectif prévisionnel d'accueil de 446 réfugiés réinstallés (soit 110 logements à titre indicatif). Le présent appel à projets vise à identifier les structures volontaires pour la prise en charge de ces personnes.

Dans le cadre du programme, les missions confiées aux porteurs de projets sont les suivantes :

- 1) Mobilisation de logements pérennes et accompagnement global vers l'autonomie ;
- 2) L'accompagnement administratif et l'accès aux droits sociaux ;
- 3) L'accompagnement vers la formation linguistique, la formation professionnelle et l'emploi ;
- 4) La scolarité ou la reprise d'études supérieures ;
- 5) Le soutien à la parentalité ;
- 6) L'animation socio-culturelle.

FINANCEMENT

Le Fonds « Asile, migration et intégration » (FAMI) a pour objectif général de contribuer à la gestion efficace des flux migratoires ainsi qu'à la mise en œuvre, au renforcement et au développement de la politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire et de la politique commune en matière d'immigration.

Le programme de réinstallation est intégralement financé par les crédits forfaitaires du FAMI. Le versement de ces crédits, souples d'utilisation, est conditionné par l'arrivée effective des réinstallés sur le territoire.

Le montant de la subvention prévisionnelle attribuée à chaque opérateur est calculé en fonction du nombre de personnes à accueillir, hors enfants nés en France, et du **forfait unique de 7 000 EUR par personne accueillie** dans le cadre du programme 2022. **Ce forfait doit permettre d'assurer l'accompagnement et d'en ajuster, si nécessaire, la durée selon l'autonomie des ménages ainsi que de mobiliser, en cas de nécessité, des hébergements temporaires pour l'accueil des ménages que l'opérateur ne serait pas en mesure d'orienter directement vers un logement pérenne.**

Aucun cofinancement n'est exigé

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DES PROJETS

1. Organismes pouvant candidater

Les organismes publics ou privés, notamment les associations régies par la loi de 1901, peuvent candidater au présent appel à projets.

2. Public ciblé par le présent AAP

Les bénéficiaires de ces actions sont les personnes réinstallées reconnues réfugiés statutaires ou protégées subsidiaires. Avec ce titre, elles acquièrent un statut (soit de réfugié, soit de protection subsidiaire) qui leur donne directement accès au droit commun (droits sociaux, accès à l'emploi).

Ne relèvent pas de cet appel à projets les bénéficiaires de la protection internationale pris en charge à un autre titre que le programme de réinstallation susvisé, à savoir :

- Les personnes qui ont obtenu le statut de réfugié ou de protégé subsidiaire selon la procédure de demande d'asile ordinaire ;
- Les personnes placées sous mandat strict du HCR et accueillies par la voie de la réinstallation à travers l'accord-cadre signé le 4 février 2008 entre la France et le HCR, pour lesquelles une autre procédure d'accueil et un autre financement sont appliqués ;
- Les personnes arrivées en France par d'autres voies légales d'accès (relocalisation, visas pour asile, couloirs humanitaires...).
- Les personnes relevant du dispositif APAGAN

3. Périmètre géographique du projet

Le présent appel à projets concerne les actions d'envergure régionale ou départementale.

4. Modalités de prise en charge du public

Le candidat devra soumettre un projet proposant un accueil dans le logement pérenne et un accompagnement global du public réinstallé durant une période de 12 mois. En cas d'absence de logement immédiatement disponible, l'opérateur prend en charge un dispositif d'hébergement transitoire.

Les dispositifs d'accompagnement doivent être adaptés aux types de publics : public « familial » et de 25 ans et plus, public isolé de moins de 25 ans dont la prise en charge nécessite un accompagnement particulier du fait de sa vulnérabilité liée à l'absence de ressources stables (non éligible à des dispositifs d'aides sociales type RSA).

5. Modalités de reporting et de suivi des personnes réinstallées

Les modalités de reporting et de suivi des personnes réinstallées feront l'objet d'un travail régional d'uniformisation avec les opérateurs.

MODALITÉS DE SÉLECTION DES PROJETS

1. Montage des projets

Dans le dossier de candidature, le porteur de projet devra préciser les éléments suivants :

a) le nombre de personnes qu'il entend accompagner

L'opérateur répondant à l'appel à projets indiquera le nombre de personnes réinstallées qu'il souhaite accompagner.

b) le nombre, la localisation et la typologie des logements qu'il entend mettre à disposition du programme

Il est demandé de mobiliser des logements qui, pour le parc social, tiennent compte des situations locales, notamment du contexte social, des tensions sur la demande de logement social, et de l'équilibre des territoires entre les communes déjà mobilisées par d'autres dispositifs. La prospection dans le parc privé devra également être encouragée.

Des dispositions spécifiques doivent être prises pour accueillir les réfugiés réinstallés, qui, pour un certain nombre, sont particulièrement vulnérables. En effet, du fait de leur situation médicale, ils peuvent être limités dans leurs déplacements ou nécessiter des traitements lourds. Il est donc demandé que certains logements permettent l'accès simple à des infrastructures médicales et soient accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Les opérateurs devront veiller, en lien avec les services déconcentrés, à l'acceptabilité de la mobilisation de ces logements. Ils prendront l'attache des coordonnateurs « asile » départementaux avant toute captation de logements publics ou privés.

Les projets retenus devront comporter une part de leur offre dans le parc privé. Le recours au dispositif de l'intermédiation locative (IML) sera possible, sous réserve de disposer de l'agrément nécessaire. A défaut, le projet devra préciser les modalités de coopération avec l'organisme partenaire agréé IML ainsi que les conditions de glissement du bail à l'issue de la période d'accompagnement. Si le projet ne recourt pas au dispositif IML, le dispositif visé devra être précisé.

c) l'accompagnement prévu

En matière, notamment :

- du nombre d'ETP mobilisés et leur qualification. A cet effet, le candidat devra fournir les CV des personnels qui seront mobilisés ;
- de mise à disposition d'une aide de transition (premiers loyers, frais de subsistance, transport, etc.) dans l'attente de l'accès des réfugiés aux droits sociaux ;
- de mesures prévues pour les démarches administratives, sociales, d'accès aux droits et aux soins, l'accompagnement professionnel, l'apprentissage du français ;
- de partenariats prévus ou mis en place avec les services de l'État et ses opérateurs ainsi que le secteur associatif, la société civile et les collectivités territoriales (ARS, DDETS, Pôle emploi, chambres consulaires, associations, etc.).

2. **Complétude du dossier :**

Le porteur de projet fournira les éléments suivants :

- Le CERFA n° 12156*05 de demande de subvention ;
- Les comptes annuels des années précédentes ;
- Les bilans des projets menés dans le cadre des programmes de réinstallation précédents ;
- Les CV des personnels mobilisés

3. **Critères de sélection des dossiers**

L'examen des dossiers se fera par le SGAR, la DREETS et les DDETS(PP) de la région.

Les dossiers seront évalués sur la base des critères suivants :

Critères	Description	Note
Qualité de l'accompagnement prévu	Une attention particulière sera accordée aux projets proposant un accompagnement de qualité et sécurisant. Sera pris en compte la connaissance du réseau départemental des acteurs à mobiliser (bailleurs, CAF, CPAM...), ainsi que la proximité géographique de l'accompagnement de l'opérateur et la couverture globale d'un ou des départements	/20

Suivi du public cible	Dès le démarrage du projet, le suivi du public cible doit être mis en place par le porteur de projet, au moyen d'outils fiables.	/20
Montage du projet	Il s'agira de s'assurer que le projet est construit de manière adéquate au regard des objectifs d'accueil proposé par le porteur de projet.	/20
Suivi du projet par le porteur	Il s'agira de s'assurer que le porteur de projet dispose des outils, des formations et des moyens techniques et humains nécessaires pour la bonne mise en œuvre du projet.	/20

4. Notification des décisions

À la suite de la phase d'instruction, le projet est noté à l'aune des critères de sélection précisés ci-dessus et examiné par les services déconcentrés. Les dossiers retenus seront notifiés au plus tard en date du 11 avril 2022.